

défendre le droit

La décision de l'Unesco d'admettre la Palestine met Israël sur la défensive. Tant elle peut se transformer en un premier succès diplomatique palestinien d'une longue série, particulièrement au sein des autres agences du système des Nations unies. Le quotidien israélien *Maariv* relève : «Les rares Israéliens qui ont assisté à l'événement à Paris ont eu le sentiment d'un échec diplomatique qui en annonce d'autres.» L'autre conséquence de cette admission est que les Palestiniens, eux-mêmes, reconnaissent de facto tous les Etats qui sont membres de l'Unesco, dont Israël qui a réagi de façon brutale et immédiate en suspendant sa contribution de 2 millions de dollars à l'Unesco, en accélérant le processus de colonisation dans Jérusalem-Est et en Cisjordanie par la construction de 2 000 nouveaux logements et en gelant le transfert de fonds à destination des Palestiniens. Ces fonds, d'un montant d'environ 50 millions de dollars par mois, correspondent au remboursement des droits de douane et de TVA prélevés sur les produits, destinés aux Palestiniens, qui transitent par les ports et aéroports israéliens. Cet argent assure 30% du budget de l'Autorité palestinienne et permet de payer 140 000 fonctionnaires palestiniens. Dans le même élan, les Etats-Unis rejettent le résultat du vote et suspendent, également, leurs subventions qui représentent 60 millions de dollars, soit 22% du budget de l'Unesco. L'administration d'Obama fonde sa décision sur deux lois américaines du début des années 1990 qui «interdisent le financement d'une agence spécialisée des Nations unies qui accepterait les Palestiniens en tant qu'Etat membre à part entière, en l'absence d'accord de paix avec Israël». C'est là une décision souveraine, mais qui est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'un membre fondateur de l'Unesco qui n'a pas été créé pour servir les intérêts d'un pays ou d'un groupe de pays aussi puissants soient-ils. L'Unesco ne peut se soumettre à pareille injonction sans renier son acte constitutif et sa raison d'être. S'appuyer sur ces deux lois votées il y a 22 ans : c'est admettre, a posteriori, que le problème est resté figé et que rien n'a changé depuis. Faut-il comprendre que la loi du 19 janvier 1993 par laquelle le Parlement israélien a abrogé la loi interdisant les contacts avec l'OLP, la signature des accords d'Oslo en juin 1993, les visites des responsables palestiniens à la Maison Blanche et les différentes déclarations parfois élogieuses qui leur ont été adressées par le gouvernement américain, n'ont été qu'une suite de leurres. Les Etats arabes dits «modérés» ont été les premiers, après les accords d'Oslo, à chercher à avoir une forte emprise sur les responsables palestiniens et à les pousser à s'en remettre totalement à «l'arbitrage» des Etats-Unis. Aujourd'hui, ils sont bien silencieux. Depuis son élection, l'actuel président de l'Autorité palestinienne a régulièrement dénoncé le recours à la violence. Il mène une politique de coopération avec Israël qui lui a valu d'être accusé de trahison par ses rivaux islamistes du Hamas, voire par une partie de son opinion. Les services de sécurité de l'Autorité palestinienne contribuent à la sécurité d'Israël en emprisonnant des activistes palestiniens et participent à soulager Israël du fardeau de l'administration directe des

Territoires occupés. Un retour à l'occupation des villes palestiniennes de Cisjordanie par l'armée israélienne représenterait un fardeau politique et financier considérable pour Israël, comme avant les accords d'Oslo, et déboucherait à brève échéance sur une situation incontrôlable. Il est difficile de comprendre la logique des Etats-Unis qui, d'un côté, prétendent soutenir dans la région «le printemps arabe» au nom de la liberté, de la démocratie et du respect des droits humains et, de l'autre, s'opposent aux aspirations légitimes du peuple palestinien. Pareille position affaiblit, en premier lieu, les forces démocratiques et de progrès de Palestine et des pays arabes. Un tel parti-pris laisse peu de place à l'espoir, au dialogue et à un règlement pacifique. Sur quelles règles du droit peuvent-ils se fonder pour s'opposer à la Résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations unies, dont ils ont plus d'une fois réaffirmé la validité ? Au nom de quoi les Palestiniens devraient être maintenus à l'écart d'une organisation internationale destinée à promouvoir l'éducation, la science et la culture et qui «s'emploie à créer les conditions d'un dialogue entre les civilisations, les cultures et les peuples, fondé sur le respect de valeurs partagées par tous» ? Dans le magazine *Foreign Policy*, la journaliste et chercheur Rami Khouri observe la «confusion américaine et sa baisse de crédibilité dans son incapacité à faire barrage à la reconnaissance d'un Etat palestinien par l'ONU». Le journaliste du *New York Times* Steven Erlanger cite, en ce qui le concerne, une déclaration faite le 23 octobre 2011 par M^{me} Bokova, la nouvelle directrice générale de l'Unesco, pour qui les Etats-Unis n'ont pas «intérêt à se désengager du système de l'ONU (...)» l'Unesco est «au cœur des intérêts sécuritaires des Etats-Unis». Il aurait fallu, pour cela, que toutes les parties œuvrent à faire de l'admission de la Palestine un réel tremplin pour une paix durable au Moyen-Orient, une étape historique pour une reconnaissance mutuelle entre Israéliens, Palestiniens et pays arabes. En un mot, écrire une nouvelle page où la victoire serait fondamentalement celle de la paix, de la justice et de la réconciliation. Ne reconnaître de la Résolution 181 que la partie relative à Israël et ignorer tout ce qui concerne l'Etat palestinien ne peut favoriser un climat de justice et de confiance, ni faire admettre les droits légitimes de toutes les parties et un égal respect des règles et décisions des Nations unies. Vouloir perpétuer l'actuel statu quo, c'est tourner le dos à l'avènement d'un monde en paix. Une paix dont la signification est plus que l'absence de guerre. Une paix qui implique justice et équité pour toutes les parties. Comment faire coexister le discours sur les droits humains, la démocratie avec un acte compris par l'ensemble des peuples et notamment arabes comme l'expression brutale d'un profond mépris. La récente provocation de Newt Gingrich, possible candidat des républicains à la Maison Blanche, exprime un choix de pyromanes qui veulent embraser la région. Peut-on concilier ce ressentiment et le renforcement du sentiment anti-américain, qui a semblé s'atténuer depuis l'arrivée du président Obama ? Doit-on comprendre et accepter que pour certains Etats, le droit de la

force s'impose à la force du droit ? Aujourd'hui, la réalité des faits laisse peu de place au discours du Caire et autres professions de foi ! En l'absence d'éthique et de la confiance nécessaire, les extrêmes auront beau jeu de substituer la violence à l'impératif dialogue de paix entre Palestiniens et Israéliens. Il serait étonnant que les réactions américaine et israélienne ne mettent pas en danger, à moyenne échéance, les traités de paix entre Israël, l'Égypte et la Jordanie. Au moment où l'on était en droit d'attendre un effort exceptionnel de la part de toutes les parties concernées et de leurs partenaires internationaux pour faire triompher le droit, la justice et la paix, l'on risque de déboucher, si l'on n'y prend garde, sur un triste bilan dans l'ensemble du Moyen-Orient qui risque de sombrer dans un véritable cauchemar. L'Unesco est une organisation intergouvernementale. Il est du droit de chaque Etat d'exprimer ses aspirations et ses sensibilités, sans qu'aucun ne prétende avoir la primauté. L'«arme d'intimidation massive» utilisée contre l'Unesco n'est pas acceptable. Elle n'encourage nullement les perspectives de paix, le renforcement de la démocratie, la bonne gouvernance et le progrès dans le monde et encore moins dans la région. Pour toutes ces raisons, il est urgent que les Etats Unis d'Amérique reconsidèrent leur décision.

II-De Luther Evans à Irina Bokova : une difficile cohabitation ?

Le 31 octobre 2011, les Etats-Unis suspendent immédiatement leur contribution financière à l'Unesco après l'admission de la Palestine comme le 195^e membre. C'est la troisième fois, après leurs retraits de 1974 et 1984, que de telles représailles sont utilisées contre cette organisation. Mahtar Mbow et ensuite Federico Mayor ont su relever le défi avec courage et dignité aidés en cela par une grande majorité des Etats membres et la communauté intellectuelle internationale, notamment américaine. Aujourd'hui comme hier, toutes celles et tous ceux qui sont fidèles aux valeurs de l'acte constitutif de l'Unesco ont l'obligation morale d'apporter leur soutien à l'Unesco et à sa directrice générale. En quoi l'arrêt du financement de projets de l'éducation pour tous, du programme mondial d'alphabétisation, de la protection du patrimoine culturel mondial, de l'égalité du genre et du développement durable peut contribuer au processus de paix au Proche-Orient ? En quoi la poursuite de la colonisation israélienne à Jérusalem-Est et en Cisjordanie peut être considérée comme moins dangereuse pour le processus de paix, qu'une demande d'admission à l'Unesco ? Comment expliquer que le recours à l'ONU, puis à l'Unesco, par les Palestiniens soit considéré comme des gestes unilatéraux, alors que ces organisations internationales sont l'essence même du multilatéralisme ? En quoi l'admission de la Palestine à l'Unesco met-elle en danger la sécurité de l'Etat d'Israël et des Etats-Unis ? La regrettable décision américaine, peu compatible avec les principes de la Charte des Nations unies, ne peut que compliquer davantage le problème et retarder la nécessaire solution d'une paix juste et équitable. Comme le souligne l'acte constitutif de l'Unesco, «une

paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité». Depuis les années cinquante, pas moins de cinq directeurs généraux de l'Unesco seront confrontés à ce cycle «conflictuel» avec les Etats.

1- Luther Evans, américain, directeur général de l'Unesco de 1953 à 1958, il sera sommé d'exécuter des injonctions macabres, en renvoyant de l'Unesco sept fonctionnaires internationaux américains, jugés «déloyaux» par les Etats-Unis.



Face aux fortes pressions de son pays, il finira par accéder à cette exigence. Le tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail et la Cour internationale de justice jugeront ces renvois abusifs et condamneront l'Unesco. Rien n'y fera, les sept fonctionnaires internationaux ne seront jamais réintégrés.

2- René Maheu, français, directeur général de l'Unesco



de 1961 à 1974. Homme exceptionnel, il a marqué fortement et à ce jour l'organisation. Le succès des opérations menées

par l'Unesco à cette époque porte la marque personnelle de René Maheu qui a remis en cause, sur le plan scientifique, une division du travail qui faisait des pays industrialisés des producteurs de science et des pays en développement des consommateurs. La décennie de la décolonisation qui couvre globalement la période de 1965-1975 a vu l'adhésion des Etats nouvellement indépendants renforcer la position du groupe des pays du «tiers monde» au sein des Nations unies.

René Maheu accorde une attention particulière aux problèmes de la jeunesse. A cet effet, il créa un groupe ad hoc chargé de le conseiller et auquel j'ai eu le privilège d'être désigné comme rapporteur. Le programme jeunesse de l'Unesco connaîtra un réel succès grâce au rôle du directeur de la jeunesse, Pietro Vagliani, dont la compétence et le dévouement sont exemplaires. Le 20 novembre 1974, pour la première fois dans l'histoire des Nations unies, la Résolution 3427 de la 18^e Conférence générale de l'Unesco condamne officiellement l'Etat d'Israël «pour son attitude qui est en contradiction avec les buts de l'organisation tels qu'ils sont énoncés dans son acte constitutif, du fait qu'il persiste à modifier le caractère historique de la ville de Jérusalem et à entreprendre des fouilles qui constituent un danger pour ses monuments, par suite de son occupation illégitime de cette ville».

Suite en page 8